

Christophe Clergeau le député de "réveiller l'Europe" visite les abattoirs d'Auch et rencontre les éleveurs



Christophe Clergeau le député de "réveiller l'Europe" visite les abattoirs d'Auch et rencontre les éleveurs



Le 2 juin 2023, il devient député européen, en remplacement d'Éric Andrieu, démissionnaire. Il est conseiller régional des Pays de la Loire depuis 2004. Après la numéro 12 et la numéro 10 c'est le député sortant Christophe Clergeau qui sera numéro 5 sur la liste de « Réveiller l'Europe » qui était ce matin aux abattoirs d'Auch pour rencontrer le directeur et aborder l'avenir de cette entreprise, ainsi que la situation de l'élevage.

Accompagné par Bernard Pensivy président du Grand Auch Cœur de Gascogne propriétaire des abattoirs, de Christian Laprèbende maire d'Auch, de Philippe Dupouy président du Conseil Départemental, de Charline Dumont première secrétaire du PS gersois, de Philippe Malbay référent Place Publique du Gers, le député européen très à l'écoute du monde agricole est venu écouter et proposer à la filiale élevage des réponses à leurs inquiétudes.

Visite des abattoirs



Le député Christophe Clergeau visite les abattoirs avec Philippe Dupouy président du Conseil Départemental sous la conduite d'Olivier Trébosc président de l'abattoir et de Fabrice Rançon directeur. Pour le moment c'est l'abattoir bovins qui fonctionne (150 bovins/semaine, il en faudrait de 250 à 300). Lire les précédents articles: <https://www.lejournal dugers.fr/article/69965-lavenir-de-labattoir-dauch-seclaircit> , et <https://www.lejournal dugers.fr/article/75422-lavenir-de-la-viande-dans-le-gers-hors-aviculture>

Table ronde élevage

<https://www.lejournal dugers.fr/article/75761-christophe-clergeau-le-depute-de-reveiller-leurope-visite-les-abattoirs-dauch-et-rencontre-les-eleveurs>



Une table ronde est organisée avec Olivier Trébosc, Fabrice Rançon, et Sonia Trébosc directrice de l'ADEL (association des éleveurs du Gers avec 280 adhérents) reconnue OP (organisation de producteurs) et Audrey Bourrust présidente de POC32 (Association des éleveurs Porcins, Ovins, Caprins du Gers avec 240 adhérents) non reconnue OP. Le premier sujet abordé par le président Trébosc, le coût de l'énergie.

Le coût de l'énergie

Comme lors de la rencontre des entrepreneurs à Gimont, la préoccupation première se concentre sur le cout de l'énergie. Passer de 200 000€ à 600 000€ par an, cette dépense pratiquement incompressible (90% pour le froid) met en danger la viabilité même de l'abattoir.

« Il faut changer la loi européenne qui est aujourd'hui de facto indexe le prix de l'énergie sur la dernière unité de production activée donc de facto sur le prix du gaz. Le prix spot de l'énergie peu à un instant T, peut être effectivement à 0, mais l'abattoir, lui, il est contractualisé sur 3 ans à des niveaux bien supérieurs à sa contractualisation d'avant, donc il est prisonnier d'un contrat qui n'est pas révisé. Et quand eux payent des niveaux très élevés et que le prix spot est à 0, ça veut dire qu'il y a des gens qui empochent la différence. Ainsi EDF Trading a fait 5 milliards d'euros de bénéfice ces 3 dernières années. Donc là, il y a vraiment un enjeu de remise en cause radicale du marché européen d'énergie. Pour le recalculer sur les prix moyens de l'énergie. Donc ça, c'est un vrai choix politique. Mais le sujet, ce n'est pas parce que le spot de l'énergie est descendu que la question du prix de l'énergie payée par les particuliers ou par les entreprises a changé, et là, la question du prix d'énergie, c'est une condition de réussite du projet de l'abattoir. »

Tour d'horizon

Lors du tour d'horizon, les différents sujets seront abordés: la concurrence déloyale mondiale des agricultures même européennes, la loi Egalim, une perspectives positives pour l'évolution de l'abattoir en tout abattage sauf volaille, les retards dans versements des aides ...

Les propositions de "réveiller l'Europe" sur l'agriculture

Protéger les agriculteurs par une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune / Refonder les aides de la Politique Agricole Commune de l'UE pour rémunérer l'emploi agricole, soutenir les cultures de diversification, et nourrir les européens avec de l'alimentation produite localement./ Planifier avec les agriculteurs la transition vers des pratiques agricoles respectueuses de leur santé et de la biodiversité, et garantir des prix justes./ Aligner les normes de production des importations sur celles de l'UE en imposant des "mesures miroirs" aux frontières de l'UE

point de vue sur la matinée par le député européen (1 minute de vidéo)